

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, le 25 septembre 1991, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "réglementant la radiodiffusion sonore en modulation de fréquence dans la bande 87,5 MHz-108 MHz", a donné le 1er octobre 1991 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 25 september 1991 door de Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de klankradio-omroep in frequentiemodulatie in de band 87,5 MHz-108 MHz", heeft op 1 oktober 1991 het volgend advies gegeven :

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations suivantes.

*

Préambule.

Les alinéas 1er et 2 doivent former un seul alinéa, rédigé comme suit :

"Vu la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications, notamment les articles 3 et 10, partiellement annulés par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 1/91 du 7 février 1991, l'article 11, remplacé par la loi du 22 décembre 1989 et partiellement annulé par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 1/91 du 7 février 1991 et l'article 12".

Dispositif.

On écrira : "Chapitre Ier".

Article 1er.

1. Les instruments internationaux cités aux 2° à 5° doivent l'être avec leur intitulé complet, le lieu et la date de leur conclusion et, le cas échéant, la mention complète de la loi d'approbation.

.../...

2. Au 13°, il convient d'écrire : "... , en ce compris ...".

3. Il n'est pas d'usage d'interrompre une énumération par l'insertion de phrases incidentes.

Dès lors, au 15° et au 16°, il convient d'écrire respectivement : "... prévues à l'article 3, cette zone étant délimitée ..." et "... prévues à l'article 3, cette distance ne pouvant être garantie sur le terrain".

4. Il y a lieu de définir également le mot "Régie" utilisé par le projet, cette définition devant être conforme à celle de l'article 1er, 2°, de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications.

On écrira dès lors :

"18° Régie : la Régie des télégraphes et des téléphones".

5. Par ailleurs, il est souhaitable de désigner le ministre auquel plusieurs dispositions du projet attribuent des compétences. Il y a donc lieu d'ajouter un 19° rédigé comme suit :

"19° le ministre : le ministre ou le secrétaire d'Etat ayant les télégraphes et les téléphones dans ses attributions".

*

.../...

Il faut écrire : "Chapitre II". Les chiffres romains doivent aussi être utilisés aux chapitres suivants.

Article 2.

La division en paragraphes n'est pas justifiée, chacun d'eux ne comportant qu'un seul alinéa.

Par ailleurs, les tirets doivent, conformément à l'usage, être remplacés par une numérotation en 1°, 2°, 3°. Cette observation vaut également pour les articles 3, 11 et 12.

Article 3.

Paragraphe 2, alinéa 1er.

L'alinéa 1er fait référence aux dispositions techniques de l'accord de Genève 1984, dispositions dont l'auteur du projet entend étendre l'application aux émissions des stations de radiodiffusion belges.

La disposition en projet est, toutefois, ambiguë. Elle serait mieux rédigée comme suit :

"§ 2. Les dispositions techniques de l'accord de Genève 1984 sont applicables aux émissions des stations de radiodiffusion belges".

Paragraphe 2, alinéas 2 et 3.

.../...

Le pouvoir accordé aux Communautés de déroger aux dispositions techniques de l'accord de Genève 1984 ne peut évidemment être exercé que dans des conditions telles que les émissions des stations de radiodiffusion localisées sur le territoire des Etats membres contractants ne s'en trouvent pas perturbées.

Sous cette réserve, le texte suivant est proposé :

"Il ne peut y être dérogé par chacune des Communautés ou par des accords de coopération conclus entre elles qu'à la condition que les stations de radiodiffusion bénéficient de la protection minimale ci-après :

1° à 5° : (comme au projet, sauf à rédiger le texte dans des termes plus compréhensibles et conformes aux règles de la syntaxe)".

Article 6.

A l'alinéa 1er, il y a lieu d'omettre la virgule après le mot "radiodiffusion" et de rédiger la fin de la disposition comme suit : "... et des informations prévues à l'annexe 2".

Le texte néerlandais de l'alinéa devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

A l'alinéa 2, il faut écrire : "... la régie est immédiatement informée par l'Exécutif".

Article 7.

Selon le délégué du ministre, le but de la disposition est d'écarter les réclamations.

Toutefois, modifiant les règles de la responsabilité civile, elle ne peut figurer dans un arrêté réglementaire. Elle doit, dès lors, être omise.

Article 8.

L'alinéa 2 doit s'écrire comme suit :

"La régie en est informée par l'Exécutif".

Article 9.

Alinéas 1er et 2.

L'article 9 en projet exécute la disposition de l'article 12 de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications. En vertu de cette disposition, le Roi est habilité à déterminer

"les conditions dans lesquelles le titulaire d'une autorisation est indemnisé de ses frais lorsqu'une modification technique de ses appareils émetteurs ou récepteurs de radiocommunication lui est imposée pour des raisons d'intérêt public".

.../...

Les deux premiers alinéas sont mal formulés. Mieux vaut écrire :

"Art. 9. Lorsqu'une modification technique de ses appareils émetteurs ou récepteurs de radiodiffusion lui est imposée pour des raisons d'intérêt public, le titulaire d'une autorisation adresse par écrit sa demande d'indemnisation au ministre qui se prononce sur celle-ci après avoir recueilli l'avis motivé de la régie".

Alinéa 4.

L'alinéa 4, qui doit être subdivisé non pas en a), b, c), d), mais en 1°, 2°, 3°, 4°, prévoit que l'indemnisation n'est jamais accordée lorsque la modification technique résulte "des contraintes résultant de l'application du présent arrêté".

Une telle formulation est à ce point vague, qu'elle aurait pour effet de rendre impossible toute indemnisation du titulaire.

Le texte en projet doit être revu sur ce point.

Article 10.

1. Au § 1er, alinéa 2, mieux vaut écrire :

.../...

"La régie contrôle la conformité auxdites prescriptions de la station de radiodiffusion privée".

2. Le paragraphe 2 trouve son seul fondement dans l'article 11, alinéas 2 et 3, de la loi du 30 juillet 1979. Ces alinéas ont été annulés par la Cour d'arbitrage (1) "dans la mesure où ils se rapportent aux services privés de radiodiffusion".

Le paragraphe 2 doit être omis.

Article 11.

1. Le paragraphe 1er, alinéa 1er, faisant double emploi avec l'article 11 de la loi du 30 juillet 1979, il doit être omis.

A l'alinéa 2, il faut écrire :

"La régie assure le contrôle technique des stations de radiodiffusion privées".

A l'alinéa 3, on écrira :

"Afin de permettre l'identification de ces stations, l'indicatif doit être diffusé au moins une fois par heure, durant ...".

(1) Cour d'arbitrage, arrêt n°1/91 du 7 février 1991.

L'alinéa 4 serait mieux rédigé comme suit :

"La régie utilise, pour les opérations de contrôle, les dispositifs et méthodes de mesure appropriés".

Le texte néerlandais de l'alinéa 5 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Au paragraphe 2, alinéa 1er, les tirets doivent être remplacés par 1°, 2°, 3°.

Le texte néerlandais de la phrase introductive devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 12.

Pour les motifs exposés à propos de l'article 10, § 2, la disposition en projet est dépourvue de base légale et doit être omise.

Observation finale.

Le texte néerlandais de plusieurs dispositions est susceptible d'amélioration. Quelques propositions de correction sont faites dans le présent avis à titre d'exemple.

.../...

VV.

- -

L. 21.201/9.

De Raad van State moet zich, binnen de korte termijn die hem is toegemeten, bepalen tot de volgende opmerkingen.

*

Aanhef.

Het eerste en het tweede lid dienen één enkel lid te vormen, luidend als volgt :

"Gelet op de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving, inzonderheid op de artikelen 3 en 10, gedeeltelijk vernietigd bij het arrest van het Arbitragehof nr. 1/91 dd. 7 februari 1991, op artikel 11, vervangen bij de wet van 22 december 1989 en gedeeltelijk vernietigd bij het arrest van het Arbitragehof nr. 1/91 dd. 7 februari 1991, en op artikel 12".

Bepalend gedeelte.

Er dient te worden geschreven : "Hoofdstuk I".

Artikel 1.

1. De in de onderdelen 2° tot en met 5° genoemde internationale instrumenten moeten worden aangegeven met hun volledige opschrift, de plaats waar en de dag waarop zij

.../...

gesloten zijn en, in voorkomend geval, de volledige vermelding van de wet tot goedkeuring ervan.

2. In onderdeel 13° schrijve men : "... , de harmonischen, parasitaire stralingen, intermodulatieprodukten en modulatieresten inbegrepen".

3. Het is niet gebruikelijk een opsomming te onderbreken door een invoeging van tussenzinnen.

In de onderdelen 15° en 16° behoort derhalve respectievelijk te worden geschreven : "... beschermingsnormen bepaald in artikel 3, welke zone afgebakend wordt door ..." en "... beschermingsnormen bepaald in artikel 3, welke afstand ter plaatse niet kan worden gewaarborgd".

4. Van het in dit ontwerp voorkomende woord "Regie" behoort eveneens een begripsomschrijving te worden gegeven welke moet overeenstemmen met die van artikel 1, 2°, van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving.

Derhalve moet worden geschreven :

"18° Regie : de Regie van Telegrafie en Telefonie".

.../...

5. Voorts is het wenselijk de minister aan wie in verscheidene bepalingen van het ontwerp bevoegdheden worden verleend, nader te bepalen. Een onderdeel 19° dient dan ook te worden toegevoegd, luidend als volgt :

"19° de minister : de minister of de staatssecretaris tot wiens bevoegdheid de telegrafie en de telefonie behoren".

*

Er dient te worden geschreven : "Hoofdstuk II". Ook in de volgende hoofdstukken moeten Romeinse cijfers worden gebruikt.

Artikel 2.

Er is geen grond voor een verdeling in paragrafen, vermits elk van hen slechts één enkel lid bevat.

Voorts dienen de gedachtenstrepes zoals gebruikelijk vervangen te worden door een nummering volgens 1°, 2°, 3°. Die opmerking geldt eveneens voor de artikelen 3, 11 en 12.

Artikel 3.

Paragraaf 2, eerste lid.

.../...

In het eerste lid wordt verwezen naar de technische bepalingen van het Akkoord van Genève 1984, welke toepassing de steller van het ontwerp voornemens is uit te breiden tot de uitzendingen van de Belgische radio-omroepstations.

De ontworpen bepaling is evenwel dubbelzinnig. Het zou beter zijn die bepaling als volgt te redigeren :

"§ 2. De technische bepalingen van het Akkoord van Genève 1984 zijn van toepassing op de uitzendingen van de Belgische radio-omroepstations".

Paragraaf 2, tweede en derde lid.

De bevoegdheid, verleend aan de Gemeenschappen, om af te wijken van de technische bepalingen van het Akkoord van Genève 1984 kan uiteraard alleen op zodanige wijze worden uitgeoefend dat de uitzendingen van de radio-omroepstations gevestigd op het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Staten erdoor niet gestoord worden.

Onder dat voorbehoud wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Door elk van de Gemeenschappen of door middel van door deze onderling gesloten samenwerkingsakkoorden kan daarvan alleen worden afgeweken indien de radio-omroepstations de hierna volgende minimumbescherming genieten :

.../...

1° tot 5° : (zoals in het ontwerp, met dien verstande dat de tekst gesteld dient te worden in een verstaanbaardere taal en conform de regels van de syntaxis)".

Artikel 6.

In de eerste volzin van het eerste lid schrijven men : "... dient de verwachte datum van indienststelling door de Executieve aan de Regie te worden medegedeeld".

De tweede volzin dient als volgt te worden gesteld : "... vergunning, alsmede van de in bijlage 2 bedoelde inlichtingen".

In het tweede lid dient te worden geschreven : "ingetrokken, geeft de Executieve ervan onmiddellijk kennis aan de Regie".

Artikel 7.

Volgens de gemachtigde van de minister zit bij de bepaling de bedoeling voor klachten te weren.

Aangezien de bepaling echter de regels ter zake van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid wijzigt, kan zij niet in een verordeningbesluit staan. Zij moet derhalve vervallen.

.../...

Artikel 8.

Het tweede lid dient aldus te worden gesteld :

"De Regie wordt hiervan door de Executieve op de hoogte gebracht".

Artikel 9.Eerste en tweede lid.

Het ontworpen artikel 9 houdt de uitvoering in van artikel 12 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving. Volgens die bepaling is de Koning gemachtigd om te bepalen

"onder welke voorwaarden de houder van een vergunning voor zijn kosten wordt vergoed wanneer hem, om redenen van openbaar belang, een technische wijziging van zijn zend- of ontvangtoestel voor radioverbinding opgelegd wordt".

De eerste twee leden zijn slecht geformuleerd. Er kan beter worden geschreven :

"Art. 9. Wanneer aan de houder van een vergunning om redenen van openbaar belang een technische wijziging van zijn zend- of ontvangtoestel voor radio-omroep wordt opgelegd, richt hij zijn aanvraag om schadeloosstelling schriftelijk aan de minister, die er uitspraak over doet na het gemotiveerde advies van de Regie te hebben ingewonnen".

.../...

Vierde lid.

Het vierde lid, dat niet in a), b), c), d), maar in 1°, 2°, 3°, 4°, moet worden ingedeeld, bepaalt dat de schadeloosstelling nooit wordt verleend wanneer de technische wijziging voortvloeit uit "de verplichtingen ontstaan uit de toepassing van dit besluit".

Een dergelijke formulering is zodanig vaag dat ze tot gevolg zou hebben dat elke schadeloosstelling van de houder van een vergunning onmogelijk wordt.

De ontworpen tekst moet op dat punt worden herzien.

Artikel 10.

1. In § 1, tweede lid, zou het beter zijn te schrijven :

"De Regie ziet erop toe dat het particuliere radio-omroepstation in overeenstemming is met die voorschriften".

2. Paragraaf ontleent uitsluitend rechtsgrond aan artikel 11, tweede en derde lid, van de wet van 30 juli

.../...

1979. Die leden zijn door het Arbitragehof vernietigd (1) "in de mate dat ze betrekking hebben op private radio-omroepdiensten".

Paragraaf 2 moet vervallen.

Artikel 11.

1. Aangezien paragraaf 1, eerste lid, een herhaling is van artikel 11 van de wet van 30 juli 1979, moet hij vervallen.

In het tweede lid schrijve men :

"De Regie zorgt voor de technische controle van de particuliere radio-omroepstations".

In het derde lid schrijve men :

"Om de identificatie van die stations mogelijk te maken, moet het naamsein ten minste één keer per uur worden uitgezonden binnen de vijf minuten vóór of na het uur.".

Het vierde lid zou beter worden geredigeerd als volgt :

"De Regie gebruikt voor de controleverrichtingen de geschikte meettoestellen en- methoden".

(1) Arbitragehof, arrest nr. 1/91 van 7 februari 1991.

In het vijfde lid schrijve men : "te zijner beschikking" in plaats van "te zijn beschikking".

2. In paragraaf 2, eerste lid, moeten de streepjes worden vervangen door 1°, 2°, 3°.

Voorts schrijve men in de inleidende volzin "hetwelk" in plaats van "welk".

Artikel 12.

Om de redenen die zijn opgegeven bij artikel 10, § 2, heeft de ontworpen bepaling geen rechtsgrond en moet ze vervallen.

Slotopmerking.

De Nederlandse tekst van menige bepaling is voor verbetering vatbaar. Zo bijvoorbeeld dient de uitdrukking "houder van een vergunning" te worden gebruikt in plaats van de uitdrukking "titularis van een vergunning". Bij wijze van voorbeeld zijn in het ontwerp een aantal verbeteringen voorgesteld.

.../...

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
J. MESSINNE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. P. HERBIGNAT, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. S. SAINT-VITEUX, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. HERBIGNAT, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. S. SAINT-VITEUX, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

C.-L. CLOSSET.